

FRONT SOCIAL

La grogne gagne du terrain

Le front social connaît un brutal regain d'effervescence en ce début 2011. Emeutes sporadiques, parfois violentes comme en début janvier, mais pas seulement. Des manifestations publiques, des marches, des cas de fronde générale dans certaines entreprises publiques, des grèves, des appels à la grève, des appels à des marches populaires, notamment celle du 12 février à Alger. Déjà, en 2009 et 2010, le pays a vécu au rythme d'émeutes isolées, mais régulières à travers toute l'Algérie. Particulièrement au sujet des distributions, systématiquement contestées, de logements. A ce niveau-là, déjà, l'on peut aisément comprendre la colère du citoyen lambda : la propagande officielle le bombarde quotidiennement «des grandes réalisations effectuées par le pays grâce à la politique éclairée de son excellence». La télévision d'Etat, l'unique d'ailleurs, en fait parfois l'essentiel de sa grille des programmes. «Des réalisa-

tions que seul un ingrat peut nier», cette phrase de Bouteflika est érigée depuis 2004 en slogan officiel. Et les clientèles traditionnelles de s'emparer et du slogan et de ces mêmes «réalisations». L'Algérie a réalisé deux millions de logements ? Jamais une liste d'attribution n'est pratiquement restée sans contestation. La corruption est telle que l'on retrouve parfois des noms de «stars» de la politique, du monde économique, etc. sur des listes de bénéficiaires de logements... sociaux ! Les indus bénéficiaires infestent tout et pas seulement le domaine du logement. L'emploi ? Tous les mécanismes mis en place, comme le microcrédit, l'Ansej, des mécanismes de financement agricole ont tous profité à des barons du monde des affaires ou à des nababs locaux. Ainsi, par exemple, du fameux Fonds national de régulation et de développement agricole, censé relancer l'agriculture. Doté de 10 milliards, le FNDRA n'a finalement

fait parler de lui que «grâce» aux retentissants scandales de corruption qui ont accompagné sa mise en application. L'autoroute Est-Ouest, le secteur de la pêche prennent le relais de Khalifa avant que l'on passe à un autre niveau, celui de la corruption à l'échelle industrielle avec la Sonatrach.

Au plan politique, la fraude électorale et la répression de l'expression libre finissent par démoraliser une société qui ne trouve plus d'exutoire que dans la rue. Au plan revendicatif, l'Algérie s'accroche encore au modèle soviétique décrétant que la scène syndicale ne peut être occupée que par le syndicat officiel du pouvoir, l'UGTA. Pas de place, donc, pour des syndicats autonomes, c'est-à-dire qui ne font pas partie des «souteneurs» de Bouteflika. Autant de paramètres qui font reculer l'Algérie, objectivement, à avant octobre 1988...

Kamel Amarni

SYNDICAT NATIONAL DES PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT PARAMÉDICAL

Vers une grève nationale

Le Syndicat national des professeurs d'enseignement paramédical menace d'organiser une grève nationale. Les professionnels comptent par ce débrayage attirer l'attention de la tutelle «sur le non-respect de ses engagements quant aux principales revendications de cette catégorie professionnelle». Ils évoquent, notamment, le statut particulier, «resté sans suite depuis l'année 2008».

F.-Zohra B. - Alger (Le Soir) - Le conseil national exécutif du Syndicat national des professeurs d'enseignement paramédical a appelé les membres des sections de base et tous les professeurs à tenir leurs assemblées générale en vue de se prononcer sur une grève nationale.

Les membres du syndicat expliquent dans une déclaration qu'ils protestent contre «le mépris affiché par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière concernant les préoccupations des professionnels».

Il s'agit, expliquent les syndicalistes, du statut particulier du professeur de l'enseignement paramédical finalisé en 2008 qui est demeuré sans suite et qui n'a pas été transmis à ce jour à la Direction générale de la Fonction publique. Ils

évoquent aussi dans leur liste de revendications la question du régime indemnitaire qui accuse un retard par rapport aux fonctionnaires du secteur de l'édu-

cation nationale, de la formation professionnelle, de la solidarité nationale et de la jeunesse et des sports.

Les syndicalistes expliquent cette situation par le

fait que le statut particulier n'a pas encore été promulgué, ils attirent aussi l'attention sur le fait que «le statut des établissements de formation paramédicale a été finalisé en 2004 et n'a pas été promulgué à ce jour, créant une situation anachronique, car le statut en vigueur date de 1973, ce qui pénalise les personnels

de gestion pédagogique et administrative qui ne sont pas rémunérés pour les postes de responsabilité de 2008 à ce jour».

Décidés à faire aboutir leurs revendications, les membres du syndicat appellent à la mobilisation des sections de base pour l'organisation d'une grève nationale.

Ils lancent aussi un appel au président de la République et au Premier ministre «pour qu'ils intercedent auprès du ministère de la Santé à l'effet de respecter et d'appliquer les engagements pris avec le bureau du syndicat lors de l'audience du 8 juillet dernier et qui sont restés sans suite à ce jour». **F.-Z. B.**

CONFÉRENCE NATIONALE SUR LA POLITIQUE DE SANTÉ ET LA RÉFORME HOSPITALIÈRE

Les syndicats expliquent leur boycott

«Nous ne pouvions accepter de faire semblant de discuter de textes que nous n'avions jamais vus. Ainsi, nous avons décidé de boycotter la conférence nationale sur la politique de santé et la réforme hospitalière», indiquent les syndicats nationaux des professeurs, docents et maîtres assistants en sciences médicales, des praticiens spécialistes de santé publique et des praticiens de santé publique ainsi que le conseil national de l'Ordre des médecins.

«Pendant qu'on essayait de nous faire croire que l'avis des partenaires sociaux et des institutions ordinales était important, le projet de loi sanitaire 2010 était déjà fin prêt sans aucune concer-

tation» déplorent, dans un communiqué commun, les syndicats concernés. Selon eux, ce projet aurait été transmis aux plus hautes instances du pays par d'autres institutions. Affirmant que

la loi sanitaire est devenue obso-lète et que les changements épidémiologiques, démographiques et socioéconomiques dans notre pays «exigeaient une refonte profonde de notre politique de santé», les syndicats déclarent refuser d'être les complices d'une conférence «alibi».

«Nous ne pouvions accepter qu'en dépit de tous les combats menés par les syndicats autonomes pour retrouver la place qui leur sied, les pouvoirs publics

continuent à privilégier un seul partenaire, à savoir l'UGTA», poursuivent-ils. Et de condamner l'exclusion d'un syndicat agréé (SAP) de cette conférence.

Ils demandent, qu'un véritable débat, transparent et sans précipitation, sur la base de l'avant-projet de loi sanitaire déjà élaboré, soit initié avec les véritables partenaires sociaux pour une refonte profonde de notre système de santé».

Synthèse Rym Nasri

RETRAIT DES SYNDICATS

AUTONOMES

DES ASSISES

Ould-Abbès «étonné»

S'exprimant sur le retrait des syndicats autonomes de la santé publique de cette conférence, le ministre a indiqué qu'il «ne comprenait pas leur attitude». D'autant que, dira-t-il, ces syndicats «ont participé le premier jour et n'ont rien dit». Quant à l'avant-projet de loi sur la santé déjà préparé par ce département, le ministre a nié l'existence d'un tel document. «Le seul avant-projet qui existe est celui de l'époque de l'ancien ministre Aberkane», a-t-il affirmé. Cependant, il a affirmé que «le projet sera élaboré même sans leur contribution».

S. A.

Le bureau du Conseil national du secteur des communes, affilié au Snapap (Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique), appelle les travailleurs communaux à une grève nationale de trois jours, les 21, 22 et 23 février en cours.

Dans un communiqué, rendu public hier, le syndicat des travailleurs communaux déplore la situation socioprofessionnelle des travailleurs qui

«continuent de subir le mépris et la marginalisation face aux promesses non tenues par la tutelle».

La promulgation du régime particulier et du régime indemnitaire des communaux, la lutte contre la précarité, l'intégration de tous les vacataires et contractuels, le respect les libertés syndicales, la réintégration de Hadji M'hamed, syndicaliste de Chlef licencié arbitrairement, l'abrogation de l'article 87 bis de la loi 90/11 qui empêche l'augmentation du SNMG, le maintien du régime de la retraite sans condition

d'âge et la participation de tous les syndicats à l'élaboration du nouveau code du travail sont les principales revendications des protestataires.

Le syndicat dénonce, en outre, «les atteintes aux libertés syndicales et au droit de grève, le licenciement du vice-président du bureau du conseil national du secteur des communes, Hadji M'hamed, la dégradation du pouvoir d'achat des travailleurs et le non-respect des lois de la République, relatives à l'exercice du droit syndical».

Synthèse I. B.